

n°257 27/05/07 2€

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

**solidaire
antiraciste
écologiste
féministe
et
altermondialiste**

**Gauche
Alternative
2007**



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1108 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

**R.Bernheim, J.J.Boislaroussie,
T.Cabochon, M.Buisson, B.Caron,
M.Colloghan, J.Douillard, J.Fontaine,
Gwenlan, J.P.Hébert, J.P.Lefebvre, et
P.Oriol**

Edité par la **SARL SECA**

(Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835
durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96

site : www.alternatifs.org



ABONNEMENT

**POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER**

ABONNEMENT

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et Vert journal.

Et zoubi ! Le chèque et le bulletin, on met ça dans une
enveloppe pour Les Alternatifs. 40, rue de Malte 75011 Paris

(* ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS)

**ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS
A ROUGE ET VERT***

COLLECTIFS UNITAIRES ANTILIBÉRAUX

Réunion de Saint Denis des 28 et 29 avril

Etaient présents un grand nombre de comités Bové (pas tous) et des collectifs unitaires «maintenus», qu'ils aient fait ou non cette campagne.

Mais pas des figures du rassemblement ayant pris leurs distances avec la campagne Bové (Debons, Autain ...) ou les représentants du MARS/GR.

La minorité unitaire de la LCR, aujourd'hui disloquée, n'est pas intervenue en tant que telle, mais des militants unitaires de la LCR étaient présents.

L'essentiel de la journée du samedi a été consacrée au bilan du 1er tour. Ce bilan devait être essentiellement politique, mais un certain nombre d'interventions se sont cantonnées à des bilans de campagnes locales.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les interrogations de ce débat d'entre deux tours, plusieurs intervenant-e-s, notamment membres des Alternatifs, ont insisté sur la fin du cycle d'Épinay (congrès de création du PS en 1971) qui avait abouti à la ligne d'union de la gauche. Les partenaires historiques (PCF) ou récents (Verts) pour cette stratégie étant exsangues, un débat de réorientation se développe au sein du PS. L'absence de José Bové a été relevée, et son acception d'une mission confiée par Ségolène Royal peu appréciée par de nombreux délégué-e-s.

L'intervention construite d'Yves Salesse a fait l'objet d'une écoute attentive.

Il a été décidé d'organiser à l'automne (octobre- novembre) des assises qui poursuivraient le travail d'élaboration, en prenant en compte une ouverture plus marquée aux questions écologiques, européennes, altermondialistes. Les modalités de structuration d'un courant large de gauche de transformation sociale restent en débat.

Enfin, les candidatures aux législatives ont été évoquées : dans de très rares cas des possibilités de candidatures unitaires avec le PCF et la LCR, dans de plus nombreuses circonscriptions un cadre commun «GAUCHE ALTERNATIVE 2007».

Tiburce CABOCHON



PERSPECTIVES

Il n'est pas inutile de revenir longuement sur les conditions de la victoire de Nicolas Sarkozy, notamment sur le positionnement au centre-gauche de la campagne du Parti Socialiste, et sur la capacité du candidat de l'UMP à rassembler un bloc électoral clairement majoritaire.

Le positionnement socialiste au centre-gauche clôt, quelles que soient les précautions de langage, la période ouverte par le congrès de reconstruction du PS à Epinay en 1971. La stratégie d'union de la gauche est remise en cause par les contenus et la dynamique de campagne de Ségolène Royal, comme par l'affaiblissement des partenaires anciens (le PCF) et plus récents (les Verts) de cette construction politique.

Le monde de scrutin actuel va, encore cette fois, masquer partiellement cette évolution, elle n'en est pas moins patente. Par ailleurs, des phénomènes de désagrégation sont perceptibles sur le flanc droit du PS.

Du côté de Sarkozy, on rappellera que la campagne a été menée avec cohérence, sur la base de l'articulation entre un libéralisme économique clairement assumé, la mise en avant de thèmes comme la valeur-travail, et d'un discours identitaire centré sur le patriotisme et le retour à l'ordre.

La bataille d'idées des nationaux-libéraux a su préparer la victoire électorale en asséchant le vivier du FN.

La volonté affichée d'ouverture et de concertation ne doit pas faire illusion : le programme de la droite est cohérent et sera mis en œuvre.

Il est vrai que les rapports de forces électoraux ne recourent pas mécaniquement les rapports de forces sociaux, que de larges pans de la société française ont manifesté à plusieurs reprises leur refus du capitalisme. Cependant, il est clair que si Sarkozy a bénéficié de l'adhésion électorale des possédants (avec des scores massifs dans les communes et quartiers bourgeois), il arrive aussi en tête dans de nombreux départements où le non au TCE l'avait emporté.

Les législatives risquent de confirmer le succès de la Droite, pourtant nous visons à ce qu'elles soient un premier moment de résistance.

La gauche «antilibérale», part, cette fois encore, divisée.

Les appels de la gauche alternative à aboutir pour le moins à des non-concurrences n'ont pas été entendus par les directions du PCF et de la LCR. Des accords sont néanmoins conclus dans quelques circonscriptions.

Le PCF n'a pas caché sa volonté de corriger en partie sa défaite à la Présidentielle par une présence aux législatives dans presque toutes les circonscriptions, quant à la LCR, elle a, dans plusieurs départements, mené des négociations avec la gauche alternative, avant de rompre le plus souvent.

Reste que, dans une centaine de circonscriptions, les candidatures regroupées sous l'intitulé GAUCHE ALTERNATIVE 2007 seront présentes, et permettront

d'inscrire dans la durée le travail de nombreuses équipes militantes.

En revanche, dans plusieurs départements, les collectifs issus de l'appel à des candidatures unitaires et de la campagne Bové sont visiblement en perte de vitesse.

Ce bilan en demi-teinte peut nous conduire aux priorités suivantes :

- présence dans les mobilisations de résistance à la droite, construction de cadres unitaires sociaux et politiques visant à leur donner la plus grande ampleur ;

- poursuite de l'effort de construction du courant alternatif, écologiste et autogestionnaire, avec les Alternatifs;

- préparation des Assises pour une gauche de transformation sociale, terme décidément à substituer à celui de «gauche antilibérale», à l'automne.

Le projet de société et le programme doivent être au cœur des débats de ces Assises, au même titre que la réflexion sur une forme politique diverse, ouverte et fonctionnelle.

- aux législatives, soutien aux -trop rares- candidatures unitaires de la gauche de transformation sociale, et participation active à la campagne Gauche Alternative 2007. ■



Jean-Jacques BOISLAROISSIE

Gauche Alternative 2007

Sarkozy élu, c'est un échec pour toute la gauche, pour le PS qui a mené campagne au centre en se rapprochant de Bayrou, comme pour les forces qui, à sa gauche, se sont divisées. Mais il est encore temps d'empêcher le verrouillage total par un système médiatico-politique autoritaire qui présente le libéralisme économique comme seul avenir possible. Ce système est responsable du changement climatique, de l'épuisement des ressources naturelles, et

de pollutions multiples; les plus démunis en sont les premières victimes. Résistons ensemble pour défendre nos droits sociaux, nos libertés, et l'environnement, avec les précaires, les chômeurs, les cheminots, la jeunesse en galère, les faucheurs d'OGM, les sans-papiers, les intermittent-e-s du spectacle... Pour faire de cette résistance le ferment d'une société nouvelle, construisons avec les mouvements sociaux et les citoyen-ne-s une gauche alternative.

REPOUDRE A L'URGENCE SOCIALE

- Le SMIC à 1 500 euros, les minima sociaux à 1200 euros, pas de précarisation de l'emploi
- La réduction du temps de travail vers les 32 heures pour l'emploi et pour vivre mieux
- Une économie au service des humain-e-s, la redistribution des richesses par la taxation des profits, la lutte contre la spéculation

- immobilière et les licenciements boursiers
- Un logement pour toutes et tous, l'application de la loi de réquisition
- Priorité à l'éducation, la recherche et la culture, plutôt qu'aux dépenses d'armement
- Refus de la marchandisation de la santé

REPOUDRE A L'URGENCE DEMOCRATIQUE

- Contrôle des salarié-e-s sur la marche des entreprises, vers l'autogestion
- Une démocratie active avec droit de décision sur les budgets, le référendum d'initiative populaire
- Défendre et transformer des services publics avec les salariés, usagers et élus, notamment

- dans les zones rurales et les quartiers populaires, refus de l'AGCS
- Fin de la monarchie présidentielle, scrutin proportionnel, interdiction du cumul des mandats
- Droit de vote et d'éligibilité pour les résident-e-s étranger-e-s.

REPOUDRE A L'URGENCE ECOLOGIQUE

- Une agriculture paysanne au Nord comme au Sud, respectueuse de la Terre et de ceux qui la cultivent
- Plutôt que le culte de la croissance pour la croissance, une production de biens durables, une consommation solidaire et responsable, la

- création d'emplois dans la préservation de l'environnement
- Un service public européen des transports en commun et de l'énergie, priorité aux énergies renouvelables, sortie du nucléaire et refus de l'EPR, réappropriation publique de la gestion de l'eau.

REPOUDRE A L'EXIGENCE D'EGALITE

- Application de la parité en politique, et de l'égalité professionnelle femmes-hommes.
- Egalité des droits quelles que soient l'orientation sexuelle ou l'origine

- Loi contre les violences faites aux femmes
- Création d'un service public de la petite enfance
- Régularisation de tous les sans-papiers

NOUS VOULONS UN AUTRE MONDE

- Une Europe démocratique où l'harmonisation sociale et environnementale se fera par le haut, l'abandon du projet de Traité Constitutionnel Européen

- Refus de la politique ultralibérale du FMI, de la Banque Mondiale et de l'Organisation Mondiale du Commerce.
- Annulation la dette des pays pauvres, droit à la souveraineté alimentaire

NOUS SOMMES LA GAUCHE ALTERNATIVE

Nos candidat-e-s représentent des engagements sociaux et politiques divers. Nous avons milité pour le NON au Traité Constitutionnel Européen, contre le Contrat Première Embauche, dans les forums sociaux, dans les quartiers populaires,

contre les OGM et le nucléaire. Notre projet de société est solidaire, antiraciste, écologiste, féministe et altermondialiste. ■

<http://blog.gauchealternative.fr>



Grève des trois usines Airbus en Loire Atlantique : Colère ouvrière et auto-organisation

L'annonce de la suppression de fait de la prime d'intéressement – de 1970 euros en 2006, la direction la proposait à 2,8 euros pour les ouvriers – et de la participation a été la goutte d'eau. A l'initiative de jeunes salariés des deux usines de St Nazaire et Montoir, puis, le lendemain, de Nantes, les ouvriers d'Airbus se sont mis en grève à la veille du 1er mai.

A St Nazaire, une coordination des salariés a été mise en place, suivie, à Nantes, de celle d'un comité de grève. Surpris par cette irruption organisée de la colère ouvrière portée par de jeunes ouvriers, dont les références sont manifestement plus celles des luttes lycéennes et étudiantes auto-organisées que celles du ronronnement et des pesanteurs des IRP (institutions représentatives du personnel), les syndicats ont officiellement rejoint le mouvement le mercredi 2 mai.

Surprise elle aussi de l'ampleur de la mobilisation, la direction a alors ouvert des négociations et proposé de passer l'intéressement à 400 puis 500 euros pour les ouvriers. Cette proposition, totalement dérisoire au regard de la perte de pouvoir d'achat et ... des 8,4 millions d'euros perçus par l'ex-PDG Forgeard, a été balayée par l'AG des grévistes qui a décidé la poursuite de la grève malgré le pont du 8 mai... et la fracture de l'intersyndicale, seule la CGT s'affirmant solidaire d'une grève qui rassemble un millier des 2400

salariés des deux usines nazairiennes et 500 des 2400 salariés nantais, essentiellement des ouvriers de production. A noter que 369 suppressions d'emplois sont programmées dans les usines nazairiennes et 295 à Nantes, mais pour l'essentiel chez des « cols blancs » qui n'ont pas rejoint l'action.

A l'heure où nous rédigeons cet article, il est bien difficile de prévoir ce que sera l'issue de cette grève massive, spontanée et largement auto-organisée. Mais force est de constater que les jeunes ouvriers qui en ont pris l'initiative et qui assument publiquement la direction des structures collectives de lutte font preuve d'une remarquable lucidité sur les objectifs du plan Power 8.

Ainsi Stéphane de l'usine nazairienne, cité par Ouest France du 4 mai, « un jour il n'y aura plus d'Airbus qu'à Toulouse et Hambourg. Ici, on perdra l'étiquette. Pourtant on a du boulot par-dessus tête. Il y a eu jusqu'à 350 intérimaires avec nous. Il en reste tout juste une dizaine en fin de mission. On est moins nombreux pour en faire toujours plus. On vit au jour le jour ... C'est une équipe de compagnons sur la chaîne qui a décidé de bouger vendredi matin. Et tout le monde a suivi. Aujourd'hui les syndicats disent qu'ils sont derrière nous. Mais ils devraient être devant !... Tout le monde croit que l'aéronautique paie bien. Mais nous on sait qu'on ne touchera jamais les salaires qu'ont aujourd'hui les collègues

de 50 ans ». Actuellement la fiche de paie de ces jeunes salariés affiche 1500 euros mensuels, y compris la prime liée aux horaires de nuit.

Ainsi que le démontre François Ruffin dans la remarquable enquête qu'il consacre à l'avionneur européen dans le Monde Diplomatique de mai, ce que la direction d'Airbus veut imposer avec Power 8 n'est que la conséquence de la financiarisation de l'entreprise et de l'incommensurable appétit de ses actionnaires, au 1er rang desquels Arnaud Lagardère, « l'ami du président ».

La grève des usines Airbus de Loire Atlantique apparaît désormais comme la première épreuve sociale de l'après-présidentielle. Une victoire ouvrière serait un encouragement majeur pour résister aux attaques sarkozystes annoncées. C'est pourquoi il n'y a rien de plus urgent que d'œuvrer à son extension à tous les salarié-e-s et à sa généralisation aux différentes usines du groupe. Et, comme l'ont indiqué les Alternatifs 44 dans le communiqué publié à l'issue du second tour de la présidentielle, « le soutien à la grève des salariés nantais et nazairiens d'Airbus doit devenir une priorité pour toute la gauche ».

Julien DOUILLARD
(Nantes le 8 mai)



THOMAS ENDERS ET LOUIS GALLOIS, CHEFS D'ENTREPRISES PINGRES

Coordination générale des Alternatifs

SAMEDI 30 JUIN ET DIMANCHE 1er JUILLET
au 40, rue de Malte Paris 11e (métro Oberkampf)

- Analyse de la nouvelle donne politique
- Perspectives de construction du courant alternatif, écologiste et autogestionnaire, et de constitution d'un espace large et pluraliste de la gauche de transformation sociale.

Nous nourrissons le monde

ou l'industrie au service des fossoyeurs de l'agriculture !

Le film d'Erwin Wagenhofer « We feed the world » reprend le slogan faussement humaniste de Pioneer, le géant de l'agroalimentaire qui arrose le globe de ses semences hybrides.

Un film dense sur la mondialisation qui est né de la lecture de « L'Empire de la honte » (Fayard) de J.Ziegler .

Les leaders Ahold, Aldi, Burger King, Cadbury, Schweppes, Coca-Cola, Kraft, Wal-Mart ou les français Carrefour, Sodexo conditionnent aujourd'hui le contenu de nos assiettes, les produits sont standardisés (calibrés), soumis à la dictature de l'esthétisme et perdent leurs vertus nutritives et gustatives.

Le grand food market est introduit par un constat accablant : dans ce système, la quantité de pain jeté à Vienne tous

les jours permettrait de nourrir les habitants de Graz, la 2ème ville d'Autriche. Wagenhofer décrit le système libéral : le soja exporté par le Brésil qui affame les Brésiliens, les marins bretons tradition-

nels dont l'Union Européenne exploite le savoir-faire avant de les faire disparaître au profit de navires-usines, des immigrés africains qui survivent en travaillant dans les usines à tomates hors-



Mauvaise nouvelle pour la planète

Comme il fallait le craindre, l'écologie n'a pas eu, dans la campagne qui vient de s'achever, la place que l'état de la planète exigeait. Avec l'élection de Nicolas Sarkozy, les partisans d'une société solidaire et écologique n'ont rien de bon à attendre de la prochaine mandature.

L'*Alliance pour la Planète* qui regroupe diverses associations engagées dans le combat pour l'écologie et les solidarités (entre autres Greenpeace, les Amis de la Terre, le WWF, le réseau Sortir du Nucléaire), avait demandé aux candidats de se prononcer sur 24 mesures essentielles, jugées nécessaires pour commencer à inverser le cours du processus de dégradation de l'environnement.

Parmi elles, figuraient quatre moratoires concernant des mesures soutenues - si l'on en croit les sondages - par une majorité de Français. Il s'agissait de moratoires:

- sur les OGM

- sur le projet de réacteur nucléaire EPR
- sur la construction de nouveaux incinérateurs d'ordures ménagères
- sur le développement autoroutier.

Le candidat Sarkozy s'est déclaré opposé à ces moratoires, ce qui n'est pas étonnant parce que sa vision de la société est, non pas dans la rupture, mais dans l'acceptation, voire l'aggravation des principes du libéralisme. Sa vision inégalitaire et archaïque du travail, le culte de la croissance et de la réussite individuelle sont, avec l'autoritarisme et le renfermement sur l'identité nationale, les piliers de la droite décomplexée qu'il incarne. Il n'est donc pas étonnant de constater que de nombreux thèmes aient été laissés de côté par lui pendant sa campagne: l'agriculture biologique, la préservation et la reconquête de la biodiversité, la lutte contre la pollution de l'air, la diminution des déchets, l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques, la gestion de l'eau, la protection

et la revalorisation des paysages, l'éducation à l'environnement...

Quant au développement durable, il est pour Sarkozy «une chance pour la croissance et nos emplois.»

Certes, la prise en compte de l'environnement dans l'ensemble de nos activités est un facteur de création d'emplois. Mais la croissance actuelle, faut-il le rappeler, est avant tout liée à des consommations superflues souvent nuisibles à notre santé et à l'environnement, alors qu'en France et ailleurs des millions de gens n'ont pas accès aux biens indispensables à une vie digne et saine.

Pendant cinq ans, les déchets nucléaires vont pouvoir prospérer, les grosses voitures sillonner nos autoroutes, les yachts polluer nos ports. Et la planète souffrir un peu plus... ■

Bernard CARON

POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE ALTERNATIVE DU LOCAL AU GLOBAL

(Texte d'appui pour les législatives)

sol en Andalousie (Almeria), région recouverte de serres qui fournissent et inondent tous les marchés d'Europe pendant que nous imposons à Dakar nos fruits et légumes sponsorisés (sur-subsventionnés par la PAC).

Jean Ziegler intervient pour décrypter la logique de la main invisible du marché : « *étant donné l'état actuel de l'agriculture dans le monde, on sait qu'elle pourrait nourrir 12 milliards d'individus sans difficulté. Pour le dire autrement : tout enfant qui meurt actuellement de faim est, en réalité, assassiné* ».

Une analyse des dégâts du productivisme agricole qui rappelle, même si Wagenhofer s'en défend, le documentaire réalisé en 2007 par Nikolaus Geyrhofer « Notre pain quotidien » qui plonge le spectateur pendant 1h30 au cœur des productions agricoles et des processus agroalimentaires des multinationales européennes avec une succession d'images 'choc' sans aucun commentaire, ni musique.

Grand moment du film en guise de conclusion ; le patron de Nestlé, 25ème entreprise mondiale, explique, à propos de l'eau, que deux thèses s'affrontent : « *il y a des extrémistes qui défendent une thèse radicale : l'eau est un bien commun, il faut que tout le monde y ait accès. Et il y a une autre position : que l'eau est une denrée alimentaire comme les autres. Elle a donc une valeur* ».

Un vrai manifeste altermondialiste qui pose la question de la responsabilité des consommateurs et celle du devenir de l'agriculture nourricière.

Wagenhofer et Ziegler martèlent qu'il s'agit d'une question politique qui se résoudra par la contestation et une levée de boucliers citoyenne. Les problèmes sanitaires et un autre regard sur notre caddie nous conduiront à de probables nouvelles luttes. ■

Gwelan

Site officiel :

<http://www.we-feed-the-world.fr/>

Annonces salles et débats <http://www.le-marche-de-la-faim.fr/>

Région :

En complément de la politique nationale et européenne, les Régions, en lien avec les autres collectivités locales, peuvent

- défendre et appuyer les formes alternatives de production et d'échange : aide à la production en agriculture biologique, à l'organisation de circuits courts (AMAP et autres) ...

- valoriser les services rendus par l'agriculture en matière sociale et environnementale en lien avec un développement « durable » des territoires : aide au maintien d'exploitations diversifiées à fort niveau d'emploi, accueil touristique, sauvegarde de milieux, renforcement de l'autonomie alimentaire et énergétique ...

France

Tout en recherchant l'élaboration et l'application d'une autre PAC dès 2008 (donc sans attendre 2013), les marges d'autonomie de la politique nationale seront utilisées au maximum pour, tout en faisant évoluer les choix de l'Europe :

- Répartir plus équitablement les aides directes et les conditionner à des règles favorables à l'emploi, à la multifonctionnalité et au respect de l'environnement, aux formes alternatives de production et de commercialisation;

- Annuler les réglementations européennes récentes mettant en cause l'avenir des productions à fortes spécificités (viticulture ...) ou bien gérées (production laitière);

- Renforcer le contrôle des entreprises de la transformation et de la distribution, notamment en matière de marges (suppression des marges arrière, incitations aux approvisionnements locaux) et de la

Les conditions de production et d'échange des produits agricoles et alimentaires sont de plus en plus interdépendantes entre les pays et déterminées par deux forces convergentes, à dominante libérale :

- Les Etats avec leurs politiques nationales ou régionales et avec les accords internationaux.
- Les firmes de l'agro-industrie, de l'agro-alimentaire ou de la distribution.

Ces conditions menacent l'emploi et le revenu de la grande majorité des paysans du monde (près de la moitié de l'humanité est liée de façon plus ou moins directe au travail de la terre) sans que les problèmes de la pauvreté et de la malnutrition ne reculent réellement (1 milliard de sous-alimentés et 2 milliards de mal nourris).

Ces conditions menacent aussi fortement la qualité de l'environnement : pollutions, déforestation, perte de biodiversité, accroissement, en grande partie inutile, des transports, des transformations industrielles, des emballages ...

A l'intérieur des pays développés, si la situation est humainement moins grave (mais notre développement contribue au sous-développement des autres), la question du type d'agriculture et d'alimentation, donc du type de développement, se pose aussi avec acuité en interne et dans nos relations avec les autres pays.

C'est pourquoi une politique alternative doit comprendre quatre niveaux mis en cohérence (région, France, Europe, Monde). Cette politique agricole sera élaborée et mise en œuvre en lien avec les paysans, les consommateurs et les pays du Sud. Elle sera fondée sur la souveraineté alimentaire.

qualité des aliments.

La politique concernant le foncier et les structures de production favorisera, en complément des prix rémunérateurs, le maintien et l'installation d'unités propices à un fort niveau d'emploi et de bonnes conditions de travail, y compris des travailleurs salariés, saisonniers ou non. Les retraites seront également fortement revalorisées. Cette politique prendra en compte les enjeux environnementaux et sociaux des territoires ruraux et périurbains.

Les missions de services publics des Chambres d'agriculture et de l'administration seront renforcées, en lien avec la politique d'amélioration des services publics de proximité.

Les producteurs devront respecter les objectifs de qualité et d'environnement tout en contribuant aux équilibres territoriaux. Les systèmes à faible consommation d'intrants seront favorisés ainsi que la production et la consommation de produits issus de l'agriculture biologique. L'usage de nombreux produits phytosanitaires sera interdit. De même, la production d'énergie par l'agriculture sera limitée à la valorisation de ressources à forts avantages dans des filières courtes.

Les essais en plein champ et les cultures commerciales d'OGM seront interdits et les importations de produits à base d'OGM le plus possible limitées jusqu'à leur interdiction. La brevetabilité du vivant sera supprimée.

Notre position sur les OGM (extrait de la brochure « La lutte contre les OGM, une lutte politique ») :

- Refus de toute utilisation agricole d'OGM sans démonstration de la nette supériorité de ses avantages collectifs sur ses impacts négatifs prévisibles;
- Refus de la pénalisation technique et juridique des paysans qui refusent les OGM et maintien de leur autonomie, notamment en matière de semences ;
- Annulation du décret transposant en droit français la directive de 2001, car elle autorise l'extension des OGM sans contrôle suffisant et sans reconnaître la responsabilité des producteurs d'OGM;
- Refus des essais en plein champ si les avantages et si l'absence de risques de contamination ne sont pas avérés ; face à

ces essais, la participation aux actions des « faucheurs » relève d'un choix individuel, avec conscience des risques encourus.

- Refus de tout brevet sur le vivant et appui au protocole de Carthagène sur la protection de la biodiversité ;
- Poursuite de la recherche publique sur le génome et ses applications après évaluation collective ; les attaques des centres ne peuvent se justifier qu'en l'absence de débat public sur les orientations;

publique agricole.

Ces orientations en matière agricole seront prises dans une stratégie de changement d'ensemble des modalités de production agricole et industrielle, de commerce, en lien avec l'environnement, la santé, l'aménagement du territoire et d'une autre orientation de la politique à l'échelle européenne et internationale.

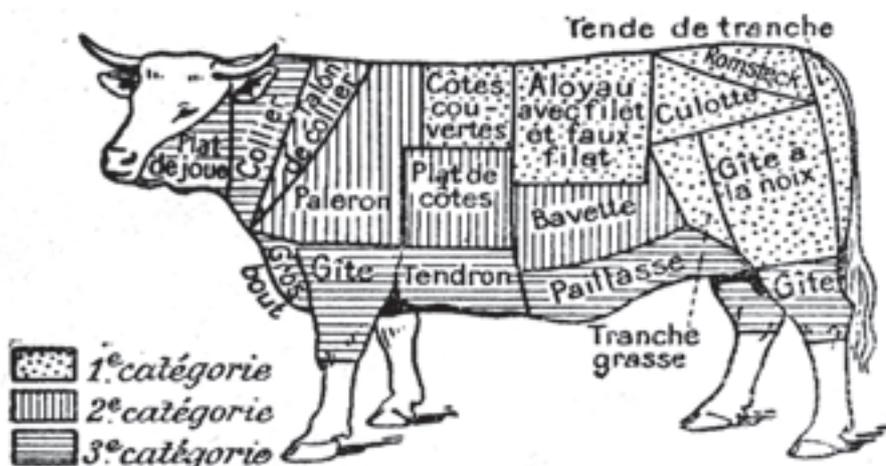


Fig. 1.

- Poursuite à un bon niveau des recherches publiques sur des voies non OGM d'amélioration des plantes et des techniques, y compris avec maintien des variétés anciennes ; développement de cette recherche publique sur les risques encourus ;

- Organisation d'un réel débat démocratique et contradictoire, fondée sur une information objective des citoyens, débouchant sur un référendum.

Donc, possibilité de recourir ultérieurement aux OGM si utiles et sécurisés à tous les stades, sans brevets et sans exclusive vis-à-vis des autres voies d'amélioration des plantes et des techniques. En l'attente de ce résultat, participation aux luttes anti-OGM, comme axe structurant de l'altermondialisme et de l'alterdéveloppement.

Les décisions concernant l'agriculture seront préparées par un large débat démocratique. Une réforme de la représentation syndicale garantira le pluralisme. Les organisations de consommateurs et de défense de l'environnement seront associées aux débats sur l'avenir de l'agriculture.

Ces objectifs serviront aussi à la réorientation et au développement de la recherche

Les agro-carburants (ou bio-) : nouvelle stratégie de l'agro business à combattre sans modération

Prenant appui sur la crise énergétique, le réchauffement climatique, les projets de révision de la PAC, de nouvelles filières agro-industrielles se mettent en place sous l'égide de firmes pétrolières ou de grosses coopératives, aux USA, en Europe, souvent avec d'importantes aides publiques. A noter que des pays comme le Brésil sont producteurs d'éthanol à partir de la canne à sucre (50 % transformée en énergie) depuis très longtemps.

Pour la France, les résultats attendus de cette stratégie sont soit faibles soit négatifs aux plans écologique, économique et social. Sur les trois principaux critères à prendre en compte : efficacité énergétique*, réduction de l'effet de serre** et production d'énergie par hectare, la production d'éthanol à partir de blé et de betterave ne présente que très peu d'intérêt ; par contre la production à partir de colza est intéressante, tout particulièrement sous forme d'huile utilisée en circuits courts. La faible productivité par hectare conduirait à l'utilisation d'une part importante de la surface agricole (15 % pour 7 % de carburants issus de l'agricul-

ture !). La production d'énergie conduirait aussi à une plus grande artificialisation des modes de cultures, à l'agrandissement des exploitations, à la spécialisation des régions concernées.

Notamment dans le Sud, la compétition pour l'utilisation des terres peut fragiliser encore davantage les milieux agricoles et amplifier les mouvements de déforestation, tout en aggravant les problèmes alimentaires et la dépendance économique et politique vis-à-vis du Nord et de ses firmes. Au stade actuel, la production énergétique mobilisant des produits utilisables en alimentation hu-

Les programmes actuels, dont celui de la France, favorisent les systèmes les plus centralisés et les plus productivistes et capitalistes au détriment de la valorisation de certaines ressources plus diffuses et des filières locales. Au lieu de remettre en cause le mode actuel de développement, ce type de choix vise à le renforcer, ... sans résoudre la crise énergétique et écologique.

Europe

La réforme de 2003 a amplifié les défauts de la PAC, de plus en plus libérale : ajustement des cours sur les prix « mondiaux

au sein de l'UE et politiques ou réglementaires au plan international.

Nous voulons une PAC de l'agriculture durable et de la solidarité internationale qui doit combiner trois axes en relation étroite, l'un n'étant pas possible sans les 2 autres :

- assurer des prix rémunérateurs et la maîtrise globale des volumes de production et leur équitable répartition entre les producteurs et les régions ; cette intervention doit aussi assurer aux consommateurs des produits de qualité à des prix acceptables, c'est-à-dire rendre concret pour chacun le droit à l'alimentation.

- assurer des conditions de production permettant une agriculture durable intégrée dans un développement soutenable et un alter développement.

- mettre en œuvre avec l'ensemble des pays et groupes de pays le droit à la souveraineté alimentaire .

Propositions de définitions

Une agriculture durable combine trois types de durabilité (Cette définition est sans doute à adapter aux pays du Sud) :

- la durabilité économique correspond aux échelles de l'agriculture et des exploitations, à de bons en fonction des pays résultats notamment en termes de revenu et de conditions de travail, une forte efficacité et la pérennité des structures de production et des emplois.

- la durabilité environnementale repose sur la valorisation des ressources locales et la conservation des écosystèmes, sur une pression polluante faible ou nulle pour protéger les ressources naturelles, pour assurer la qualité des aliments et réduire la consommation d'eau et d'énergie ; elle comporte aussi la sauvegarde du patrimoine paysager et bâti.

- la durabilité sociale implique de bonnes conditions de vie des travailleurs de l'agriculture, l'équilibre territorial, etc. Cette durabilité, qui ne dépend pas uniquement des politiques sectorielles agricoles, n'en reste pas moins une exigence essentielle d'un tel développement.

Le développement soutenable « satisfait aux besoins de la génération présente, à commencer par ceux des plus démunis, sans compromettre la capacité des générations suivantes à satisfaire les leurs »,

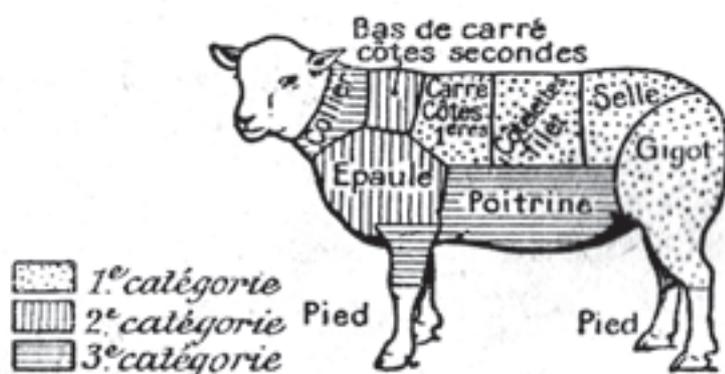


Fig. 2.

maine et animale est à limiter à des cas très favorables, en l'attente d'une éventuelle deuxième génération plus efficace et moins concurrente de l'alimentation.

Sur un plan économique, le bilan monétaire par rapport aux énergies fossiles est extrêmement variable en fonction des prix respectifs, les prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux étant eux aussi très instables. Au-delà de ces aléas, ces filières présentent d'autres inconvénients : renforcement du caractère spéculatif des échanges et du poids des grandes firmes dans ces échanges.

De plus, ces firmes (traders, pétroliers ...) verront leur pouvoir accru pour encadrer l'agriculture et l'alimentation. Ce serait une cause supplémentaire de la réduction de la place et de l'autonomie des systèmes agricoles et alimentaires alternatifs, excepté dans certains cas pour l'huile de colza et pour la valorisation d'autres ressources locales (petits bois, pailles, recyclage d'huiles,...). Ainsi conçu, loin d'être une contribution notable à l'indépendance énergétique, à l'emploi et à la réduction de l'effet de serre, le développement des biocarburants offre surtout une perspective de croissance et de profit pour l'industrie, secondairement pour certaines catégories de producteurs (« céréaliers »).

», réduction des protections à l'importation et des aides à l'exportation, aides directes aux producteurs de plus en plus « découplées » et non plafonnées. Ces orientations, davantage concrétisées à chaque réforme, conduisent à la libéralisation presque totale des échanges alimentaires, en référence à des « cours mondiaux » très fluctuants et peu en rapport avec des coûts de production réels. Cet écart entre coûts et prix est compensé par un système inégal et bureaucratique d'aides directes. Cette libéralisation met en concurrence des agricultures à des stades très différents et favorise les producteurs les plus compétitifs et les grandes entreprises du commerce mondial, au détriment des économies locales.

Ainsi la PAC actuelle favorise l'avancée du libéralisme sur trois points : vider les campagnes, accroître les inégalités, développer les échanges au sein de l'UE et avec le monde.

Cette orientation rend indispensable une nouvelle réforme de cette PAC.

D'où la nécessité pour les forces alternatives de ne pas laisser les seuls libéraux proposer une PAC encore plus libérale et néfaste en utilisant à leur profit l'amplification des contradictions politiques et budgétaires

(définition de l'ONU à Rio, 2002). Le développement est un processus économique et social visant la satisfaction des besoins de base de tous (les besoins humains fondamentaux étant placés au centre) et la construction d'une économie durable, c'est-à-dire prenant en compte les besoins futurs.

Cette définition distingue fondamentalement développement et croissance économique mesurée par le taux de croissance du PIB. Elle diverge fondamentalement avec celle concevant le développement comme l'évolution économique perçue à travers celle du seul « bien-être » tel que défini dans l'économie néo-classique.

En tant que processus, le développement implique des changements « mentaux et sociaux » (F. Perroux) et institutionnels, eux-mêmes fonction de la situation et des choix politiques. Le développement suppose donc de larges marges de choix de chaque pays et ne s'inscrit pas nécessairement dans une vision organiciste.

Alterdéveloppement :
(définition provisoire) :

mode de développement subordonnant les choix techniques et économiques de la durabilité et de la soutenabilité aux choix anticapitalistes de l'équité et de la démocratie pour résoudre au mieux les formes de la crise du développement capitaliste : écologique, sociale et politique.

Ainsi ces trois définitions sont complémentaires et dialectiquement emboîtées: la durabilité est principalement d'ordre technique et sectoriel, la soutenabilité plus économique à l'échelle du pays et de la planète, l'alter développement donnant, lui, la primauté au politique à l'échelle de l'humanité.

Cette nouvelle politique sera progressivement élaborée et mise en place grâce à des mesures de transition : arrêt des exportations et des importations à prix de dumping qui détruisent les agricultures paysannes. Cette transition est indispensable car les défauts de la PAC actuelle ne peuvent être supprimés d'un seul coup, notamment parce que le revenu d'une grande partie des paysans est constitué par les aides directes qu'il s'agit de remplacer progressivement par des prix rémunérateurs avec limitation des subventions aux paysans en situations structurelles et géographiques ne permettant pas d'obtenir des revenus suffisants dont le maintien est nécessaire pour des raisons sociales et écologiques. Cette question transversale et politique dépasse la seule agriculture et le combat syndical car il s'agit de rendre crédible cette PAC alternative auprès de toutes les forces concernées et de les mobiliser pour construire un rapport de forces favorable.

Une telle PAC relève en effet d'un autre projet de société, radicalement différent de celui que nous avons connu et a fortiori de celui que nous subissons actuellement. Ce projet de société alternatif doit permettre une autre façon de produire et d'échanger les biens agricoles et alimentaires au sein de l'Europe et à l'échelle du monde.

Monde

Une nouvelle organisation des marchés intérieurs et internationaux sera recherchée dans le cadre de la construction d'un tout autre droit des échanges agricoles à l'OMC et à l'ONU. Cette nouvelle régulation commerciale doit permettre, par la maîtrise de l'offre et des échanges, d'assurer aux différents pays des niveaux des prix à la production satisfaisants et stables, de réduire rapidement la faim et la pauvreté.

Cette politique visera l'arrêt des délocalisations de productions et favorisera les équilibres écologiques à toutes les échelles, notamment par réduction des échanges inutiles de produits à

grande distance. Cette politique en faveur des pays du Sud se traduira aussi par des accords préférentiels prenant en compte les besoins des paysans et des consommateurs.

Pour cela il s'agit de conquérir de nouveaux droits et de les traduire en règles de droit international, sur la base du principe assez largement admis de la souveraineté alimentaire, en partant de la définition suivante : dans le cadre d'un nouvel accord sur l'agriculture, chaque pays (Etat) ou groupe de pays (Etats) a le droit effectif (réel et appliqué) de satisfaire ses besoins alimentaires de la façon qui lui paraît la plus appropriée, mais sans agressivité vis-à-vis des autres pays (sous forme de dumping ou autres).

Les grandes lignes de ce droit reposent, bien au-delà des adaptations mineures actuelles, sur la prise en compte de la spécificité des marchés agricoles, du rôle de l'alimentation dans le fonctionnement de chaque société et de celui de l'agriculture dans le développement de chaque pays.

L'objectif est donc :

- d'accorder un plus fort niveau d'autonomie aux politiques agricoles nationales et régionales,
- de permettre une réelle «équité de traitement», c'est-à-dire prenant en compte la grande diversité des situations agricoles et globales.

Pour cela :

- le principe de la souveraineté alimentaire constitue une base très pertinente pour proposer et obtenir la nécessaire modification du droit international concernant l'agriculture,
- l'évolution nécessaire du droit n'est actuellement possible qu'avec une modification forte des règles de l'OMC, en relation avec d'autres modifications des droits onusiens, sur la base de la constitution, certes difficile, d'un nouveau rapport de force permettant progressivement les nécessaires modifications des textes actuels. ■

Michel BUISSON

*Rapport entre l'énergie produite par l'agro-carburant et l'énergie primaire fossile consommée pour cette production ;

** rapport entre l'effet de serre lors de l'utilisation de l'agro-carburant et celui lors de l'utilisation de l'essence (éthanol) ou du gasoil (huile ou diester).



LE RETOUR DU TERRORISME ISLAMISTE... OU SA CONFIRMATION

En ce mercredi 11 avril, le temps est gris et maussade sur Alger. Il est 10h45 lorsqu'une explosion, d'une violence inouïe ébranle le centre-ville.

Une voiture kamikaze bourrée de plusieurs centaines de kilos d'explosifs s'est jetée contre l'entrée nord du palais du gouvernement, place Mohamed MAATA. Une immense colonne de fumée noire s'élève du pied du bâtiment dont la façade est déchiquetée sur 6 étages. Plus d'une dizaine de morts, plus d'une centaine de blessés : policiers de garde, employés du premier ministère et du ministère de l'intérieur, passants, automobilistes, enfants de la crèche de l'Esplanade africaine toute proche... Moins d'une demi-heure plus tard à Bab-Ezzouar, près de la route de l'aéroport dans la banlieue est de la ville, deux voitures kamikazes foncent simultanément sur un commissariat de police. Le bilan est du même ordre et, là aussi, les civils forment l'essentiel des victimes. En tout ces deux attentats, revendiqués par Al-Qaïda au Maghreb islamique, ont fait officiellement 33 morts et plus de 200 blessés. Jeudi 12 avril, en début d'après-midi de ce premier jour de week-end algérien, je me rends devant le palais du gouvernement, cerné par des barrières et surveillé par la police et les pompiers. Les travaux de reconstruction de la façade défigurée sont déjà en cours. La foule est grave. Des gens remercient les policiers et les pompiers. Certains sont abasourdis, d'autres sont au bord des larmes. Seul un couple se réjouit franchement, des islamistes : lui, barbu et yeux discrètement soulignés au khôl, elle, en uniforme/hidjab strict aux couleurs foncées. Sans doute se félicitent-ils de ce coup porté au pouvoir qu'ils appellent dans leur langage à eux "pharaon" ou "taghout" (tyran). Une femme du quartier m'interpelle et fait le lien entre les années noires du terrorisme et l'attentat de la veille. Je m'éloigne pour rejoindre le front de mer par un escalier où je découvre la plaque commémorative de l'assassinat du journaliste Ferhat Cherkit le 7 juin 1994, « martyr de la démocratie et de la liberté, assassiné par les islamistes intégristes ». J'arrive dans la rue du Colonel Haouas, martyr de la guerre de libération qui débouche sur la place Emir Abd-el-Kader, la sta-

tue équestre de l'émir, sabre au clair, domine la place et la librairie du Tiers-monde où Hakim Laâlam dédicace son dernier ouvrage *Pousse avec eux !* qui reprend l'intégralité de ses chroniques parues dans le quotidien *Le Soir d'Algérie* en 2005 et qui se terminent toutes, y compris celle de ce jour 12 avril 2007, par la formule devenue rituelle, « je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue ».

Ces attentats à Alger n'arrivent pas comme un coup de tonnerre dans un ciel clair. Ils sont à replacer dans leur contexte national et international. L'Algérie a été le berceau du terrorisme islamiste au Maghreb. Le MIA (mouvement islamiste armé) a été fondé par Mustafa Bouyali il y a 25 ans. La dérive armée de l'islamisme algérien s'est confirmée dès 1991, avant même l'arrêt du processus électoral et s'est aggravé après.

Puis, cette dérive a touché, à un degré moindre, les pays voisins (Libye, Maroc, Tunisie). La défaite politique et militaire de ces mouvements, bien qu'évidente, n'a jamais été totale et des noyaux ont subsisté et subsistent encore, les plus importants étaient le GSPC (groupe salafiste pour la prédication et le combat) en Algérie et le GICM (groupe islamiste combattant marocain). Ces deux mouvements, ainsi que d'autres, se sont récemment rangés sous la bannière de la nébuleuse Al-Qaïda (le GSPC se faisant désormais appeler Al-Qaïda au Maghreb islamique).

Le contexte intérieur algérien paraît en effet primordial. Il faut rappeler tout d'abord que, malgré « la concorde civile et la réconciliation nationale » chères au président Bouteflika, l'islamisme armé n'a jamais disparu. Certes, son importance a beaucoup régressé (quelques centaines de combattants du GSPC répartis principalement dans le centre et l'est du pays) et ses victimes sont beaucoup moins nombreuses. Mais, depuis quelques mois, son mode opératoire évolue : jusqu'à l'été dernier, ses attaques se concentraient essentiellement contre l'armée et les forces de police, principalement dans les zones montagneuses et leurs bordures.

Depuis l'été 2006, les attentats aveugles sont de retour (plage à l'est d'Alger, commissariats de police dans la banlieue d'Alger et en Kabylie...).

Ce changement est-il à mettre en relation avec l'affiliation du GSPC à Al-Qaïda? Avec les deux attentats kamikazes du 11 avril un nouveau pas a été franchi. Ces attentats, dont la préparation exige des semaines, sinon des mois, étaient planifiés de longue date ; sont-ils à mettre en relation avec la proximité des élections législatives du 17 mai prochain et ont-ils pour but de les délégitimer en tentant d'augmenter encore une abstention qui risque d'être forte ? La date de leur exécution a-t-elle été choisie en lien avec l'offensive que l'armée mène en Kabylie contre les maquis d'Al-Qaïda au Maghreb islamique où aurait dû se tenir une réunion de plusieurs émirs avec peut-être la participation de membres de cellules d'Al-Qaïda venus de pays voisins? Les attentats d'Alger obligeraient alors les forces de sécurité à desserrer l'étau en Kabylie pour protéger la capitale ? Il ne s'agit là bien évidemment que d'hypothèses...

En tout cas, ces attentats marquent les limites de la politique « réconciliatrice » de Bouteflika. Un certain nombre d'islamistes, libérés par la grâce présidentielle, ont rejoint les maquis. Cette politique a provoqué aussi un appel d'air pour des jeunes déclassés n'entrevoiant aucun avenir, proies aisées pour les sergents recruteurs de l'islamisme armé. Par ailleurs cette politique a provoqué le repli sur soi, et parfois l'exil, de nombreux résistants qui se sont battus contre l'islamisme armé pendant la décennie noire et ont empêché son triomphe. La politique « réconciliatrice » pseudo-consensuelle de Bouteflika a désarmé idéologiquement et politiquement les résistants à l'intégrisme islamiste et a fait le jeu de celui-ci. On en voit les conséquences aujourd'hui et l'on peut craindre à nouveau que demain soit encore pire. Mais, au fait, qu'en pense Bouteflika ? 48h après les attentats, il ne s'était toujours pas exprimé. N'est-ce pas là un aveu d'échec ? ■

Alger, le 13 avril 2007

Jacques FONTAINE

Les armes po

« France mère des arts, des armes et des lois »

Joachim DU BELLAY
(1522-1560)

Les armes, pour la sécurité ? Pas seulement.

Pourquoi investir autant de ressources et de matière grise dans la production d'armement ? La justification immédiate est celle de ladéfense et de la sécurité : dans un monde dangereux, imprévisible, c'est le rôle de l'Etat d'assurer la sécurité des citoyens. Même les groupes non-violents les plus radicaux ne nient pas ce droit à la sécurité dont doit pouvoir jouir toute personne, tant sur un plan individuel que sur un plan collectif. Si la réflexion des groupes non-violents est particulièrement utile pour aider tous les acteurs à ne pas sombrer dans le militarisme, elle ne permet cependant pas de penser pour aujourd'hui (et pour un certain temps...) une défense «sans armes». L'évidence du besoin (et du devoir) de sécurité entraîne donc, entre autres, la nécessité d'une défense armée. Une défense armée cela implique donc une production (ou une acquisition) d'armement.

Il faut immédiatement souligner que cette fonction de sécurité ne justifie pas toutes les productions d'armement car la relation entre dépenses de défense et niveau de sécurité n'est pas toujours de même sens. Il peut arriver un moment où l'accroissement des dépenses de défense produit non plus de la sécurité mais de l'insécurité. Tel est le cas si ce niveau en vient à être considéré par les pays voisins comme préluant à une action à force ouverte ou simplement comme menaçant. Ceci n'invalide pas la nécessité de la sécurité, assurée par une défense armée mais marque des limites à la production d'armement et souligne la nécessité d'une analyse citoyenne qui en permanence évalue « à quoi servent » les armements dont on nous parle : ainsi, les prévisions officielles actuelles prévoient de remplacer les six sous-marins nucléaires d'attaque existant par une nouvelle série (« programme Bar-

racuda ») ayant des performances supérieures. Il est loin d'être évident que la sécurité du pays ait vraiment besoin d'investir 6 à 8 milliard d'euros dans un tel programme.

Les armes, pour la puissance ...

Mais il faut surtout souligner que la production et le commerce des armes ont deux autres fonctions, moins souvent mises en avant parce que plus « discutables » mais tout aussi importantes.

Les armes, ça entraîne une certaine production de « puissance » et une certaine production « d'imaginaires sociaux ».

La production de puissance est moins souvent soulignée. Elle ne saurait cependant être négligée : les rapports de force entre principaux producteurs d'armement se mesurent aussi à leur capacité à emporter des marchés et l'évolution récente des relations entre systèmes américain et européen de production d'armement a encore renforcé cette tendance. On voit bien que la « puissance », le « rang dans le monde », la place au conseil de sécurité de l'ONU, la place dans les relations internationales, la capacité d'influence sont pour une part liées aux capacités militaires et donc plus précisément aux capacités d'armement du pays considéré. C'est cependant une dimension qui pose problème : est-ce que le monde que nous voulons et les relations internationales que nous voulons construire doivent être bâties principalement sur la force ?

Est-ce que, sans négliger cet aspect, il ne serait pas opportun de redéployer les moyens vers des domaines à même d'assurer une certaine « présence » internationale autrement que sur le mode militaire, par exemple en multipliant les lycées à l'étranger et les actions culturelles ?

La production d'imaginaires sociaux créés par la production d'armement et plus généralement par l'institution militaire est tout aussi évidente et encore

plus ambiguë. A travers des « objets » comme les avions mirage volant dans tous les ciels du monde, les chars de la 2ème DB libérant Paris, les taxis de la marne et les missiles exocet et des images mythiques (au sens positif du terme) de Leclerc et des FFL se construisent des représentations communes. Mais dans ce processus ce qui se construit peut être extrêmement différent : de la conscience du « vivre ensemble » nécessaire à la communauté nationale à un bout, au nationalisme chauvin, porteur d'affrontements et d'exclusion à l'autre bout. L'image symbolique peut tout aussi bien être celle du franc tireur partisan luttant contre les nazis que celle d'un Rambo.

Là encore l'ambiguïté rend particulièrement nécessaire l'exercice d'une lucidité politique sans concession : quand les Etats-Unis veulent construire un système de défense antimissile qui les rendent invulnérables, ils veulent ainsi établir un système de relations internationales qui les placeraient dans le rôle du shérif intouchable, incontrôlable puisque invulnérable ; et la société américaine se construit une image d'elle-même en accord avec cette invulnérabilité qui lui « donne droit » à exercer de manière unilatérale partout dans le monde ses volontés politiques.

Les ventes d'armes et la course aux armements.

La question du commerce des armements n'est pas séparable de celle de la défense armée. Les justifications qui sont habituellement données sont très « altruistes » il s'agit de permettre à des pays démunis de moyens de production de disposer (comme nous) des moyens de la défense. De surcroît dans le cas de la France, l'accent est mis sur le non-alignement : les pays acheteurs échapperaient ainsi à la dépendance par rapport aux Etats-Unis ou à la Russie. Là encore, seule la lucidité politique et stratégique peut permettre de ne pas tomber dans la naïveté : s'il est vrai que fournir des armes à l'Espagne républicaine contre les putschistes de Franco est un acte de solidarité politique néces-

ur la sécurité?

saire, il est bien évident que beaucoup de transferts d'armement sont loin d'être de cette nature. Pour ne prendre qu'un exemple, la fourniture de grandes quantités d'armement au régime de Saddam Hussein dans les années soixante dix et quatre vingt (notamment par la France et la Russie, mais pas seulement) a fortement contribué à rendre ce régime plus agressif et les fournitures d'armement par les Etats-Unis aux dictatures d'Amérique latine dans la même période ont elles aussi renforcé le caractère tyrannique de ces régimes.

Le vendeur doit donc s'interroger sur le pays client et sa politique.

C'est le sens des huit critères du code européen de conduite en ce qui concerne les exportations d'armement :

- * respect des engagements internationaux.
- * respect des Droits de l'Homme.
- * situation intérieure du pays.
- * préservation de la stabilité régionale.

* sécurité nationale du pays vendeur.

* comportement à l'égard de la communauté internationale.

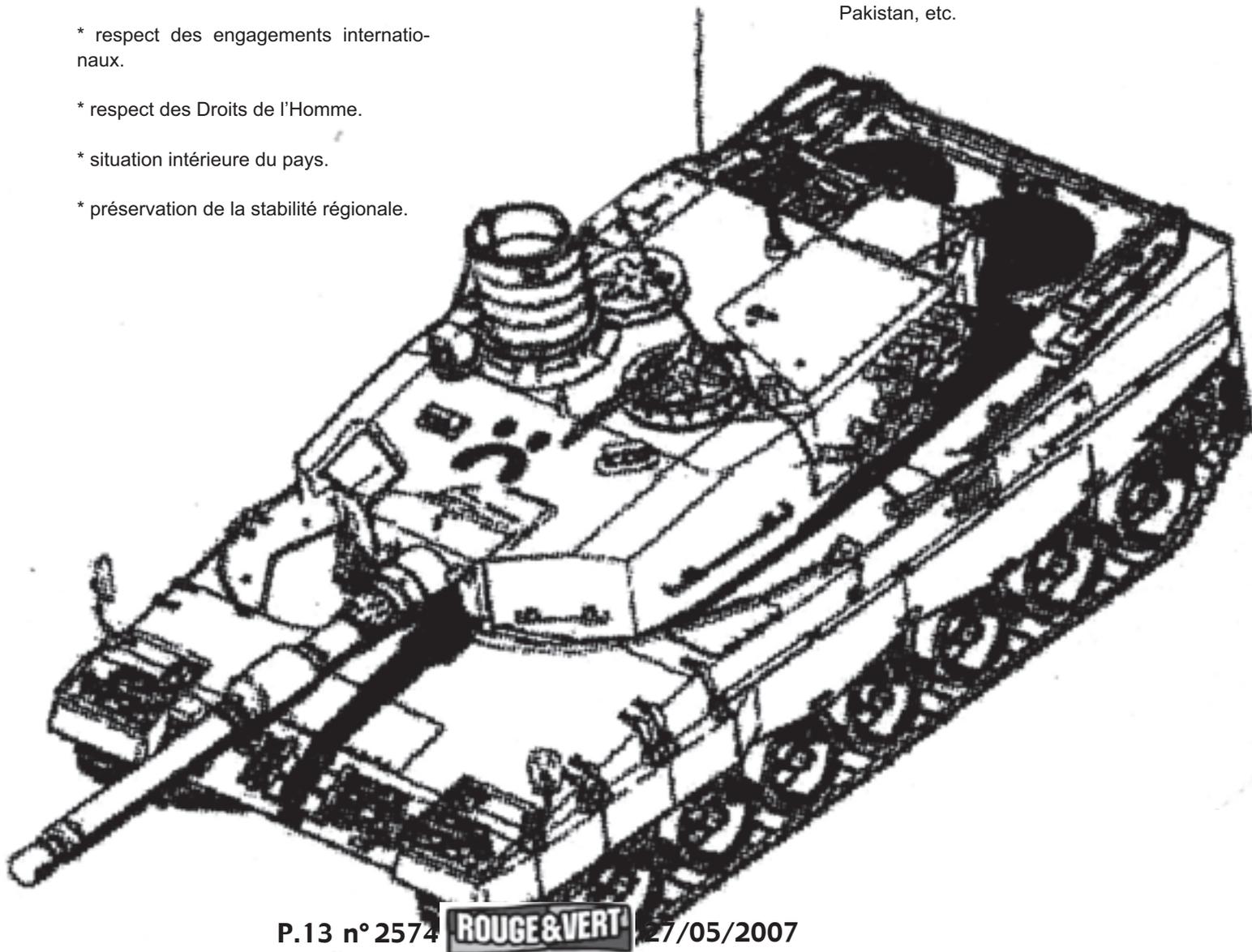
* risque de détournement de l'équipement.

* compatibilité avec la capacité économique du pays.

Mais l'appréciation de ces critères relève de l'analyse « subjective » du pays vendeur et il faut bien constater que l'entrée en vigueur de ce code de conduite n'a pas entraîné une chute des exportations d'armements européens.

Il y a pourtant un facteur spécifique désstabilisant des ventes d'armes :

les vendeurs sont en compétition avec d'autres fournisseurs. Cette compétition est une course aux marchés d'armement où tous les moyens sont bons et elle entraîne un développement du marché des armements pour des raisons commerciales qui n'ont plus grand chose à voir avec les objectifs de défense et de sécurité. De plus cette compétition qui se fait essentiellement sur les performances techniques des matériels engendre un renouvellement accéléré des programmes et une fuite en avant : dans une zone donnée, l'acquisition par un pays majeur d'une nouvelle génération d'avion de combat par exemple va « forcer » les autres pays de la région à faire de même. Ceci est particulièrement marqué pour les « couples » historiques: Brésil / Argentine, Algérie / Maroc, Inde / Pakistan, etc.



Les poudrières explosent plus souvent que les bibliothèques

Les ventes d'armes posent des problèmes dans leur mode de réalisation :

C'est d'abord l'un des domaines où la corruption s'est le plus développée, où les trafiquants et les intermédiaires de toutes sortes pullulent, où les pots-de-vin circulent (dans le langage officiel cela s'appelle des FCE, frais commerciaux exceptionnels). Et on sait que la corruption ne se limite jamais à un seul secteur mais qu'elle gagne de proche en proche, surtout lorsqu'il s'agit de sociétés dont l'appareil d'Etat n'est pas encore en situation de résister efficacement aux sirènes de l'argent facile.

C'est aussi un secteur qui facilite la circulation incontrôlée des armes légères et de petit calibre (ALPC dans le jargon). Ces ventes là ne pèsent guère économiquement par rapport aux grands contrats : le prix de revient d'un avion de combat moderne est de l'ordre de 100 millions d'euros. Pour ce prix là on peut acheter cent mille fusils d'assaut... Or, en Afrique en particulier, ce sont d'abord les ALPC qui sont meurtrières.

Mais il y a également des questions de fond qui se posent quant aux ventes d'armes.

Comment éviter la militarisation du monde? La disponibilité actuelle de presque tous les types d'armement (à l'exception du nucléaire) conduit à une accélération des acquisitions et à une course au matériel de dernière génération. Ces choix dépassent de loin la seule nécessité d'assurer des moyens convenables de défense.

L'investissement exagéré dans la production et le commerce des armes se fait au détriment d'autres besoins essentiels, notamment, en ce qui concerne l'action extérieure, des besoins culturels.

La réflexion critique sur l'adéquation entre tel type d'armes et les intérêts de sécurité du pays n'en est qu'à ses débuts.

Ce retard est particulièrement net dans la pensée de la gauche alternative qui se borne trop souvent à quelques préceptes moraux sans oser examiner le fond du problème.

Les poudrières explosent plus souvent que les bibliothèques.

C'est une bonne raison pour se préoccuper des poudrières. ■

Jean-Paul HÉBERT

UNI(E)S CONTRE UNE I Quand l'Etat l'identité la xénoph

Que peut bien venir faire l'« Identité nationale » dans les grands domaines d'action et de gestion de l'Etat ? L'appellation des ministères dessine, en effet, les principaux champs de compétences et de pouvoir du gouvernement de cet Etat. « Développement durable », « Travail et relations sociales », « Economie et Emploi », « Défense », etc. y trouvent naturellement leur place. Et pourquoi pas l'« Immigration », dans le contexte utilitariste explicitement assumé par la réforme de 2006 de la réglementation relative aux étrangers, selon laquelle le migrant est plus que jamais assimilé à une ressource parmi d'autres ?

Au nom de l'égalité des êtres humains et de l'universalité des droits essentiels dont ils doivent tous bénéficier, l'UCIJ a condamné cette réforme et rejette les notions d'« immigration choisie » et d'« immigration subie ».

Avec la création d'un ministère de l'« Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale », M. Sarkozy avance davantage sur le chemin de la division de l'espèce humaine. En investissant l'Etat du pouvoir de définir l'identité nationale et de veiller à son intégrité, il le détourne de sa mission républicaine qui lui impose de garantir les droits de tous les résidents, quelle que soit leur nationalité. Sauf au cours des périodes les plus détestables de l'histoire de France, l'Etat ne s'est jamais senti responsable des seuls Français ; il n'a jamais officiellement laissé entendre que les étrangers pouvaient polluer l'identité nationale. L'Etat ne saurait être assimilé à la nation. Il doit la transcender.

Fidèle à cette orientation nationaliste, le nouveau premier ministre, François Fillon, a affirmé, lors de la passation de pouvoir à Matignon le 17 mai 2007, que « la plus grande force de la France, ce sont

LE IMMIGRATION JETABLE a t s'approprié é nationale, p hobie est là

les Français eux-mêmes », oubliant ainsi les résidents étrangers. L'omission est particulièrement paradoxale dans une période où le seul étranger recevable est celui qui sert l'économie.

L'UCIJ constate une fois de plus que la fermeture des frontières aux étrangers qui ont besoin de la France pour des raisons familiales, de sécurité ou de bien-être conduit inexorablement à justifier la violation des droits fondamentaux - droit de vivre en famille, asile, etc. - par la légitimation de vieilles et dangereuses valeurs xénophobes.

L'UCIJ condamne solennellement cette dérive. Elle invite la société civile à prendre garde aux risques majeurs qu'elle fait courir au principe d'égalité des êtres humains.

Paris, 18 mai 2007

HOMMAGE A MOHAMED AMARA

En février encore, le nom de Mohamed Amara figurait dans la rubrique des Alternatifs de «Dunkerque Magazine» comme celui d'un de nos correspondants.

Le destin a voulu qu'il décède peu après, et ne soit plus parmi nous.

Militant syndical actif à Usinor, membre longtemps du conseil communal de Petite Synthe, il a participé activement à la vie de la commune.

Il restera dans nos souvenirs et, par ces quelques lignes, nous tenions à lui rendre l'hommage qu'il mérite. ■

Les Alternatifs de Dunkerque

Pour une Assemblée Constituante européenne, élues au suffrage universel le même jour dans les 27 pays de l'Union Européenne

Le projet de traité constitutionnel européen (PTCE) est pour le moment au point mort. Cependant, dans le silence des cabinets, diverses solutions sont envisagées.

- Une Conférence intergouvernementale (CIG) décide d'en rester là. L'Union européenne continue alors à vivre sur les traités en vigueur qui tiennent lieu de constitution, peu démocratique.

- Une CIG reprend le PTCE et, avec quelques modifications marginales pour tenir compte des certaines objections, le soumet à nouveau à ratification dans quelque temps. La partie III du Projet, non nécessaire, pourrait être abandonnée.

- Le Projet est repris par la même Convention ou une autre Convention composée de Parlementaires européens et de parlementaires nationaux.

Ces méthodes ne sont que très relativement démocratiques. Et la proposition de traité qui en sortira ne le sera pas plus que le précédent.

Pour obtenir une procédure démocratique d'élaboration de la Constitution, nous exigeons :

- L'élection au suffrage universel d'une Assemblée européenne constituante. Chacun pourra alors présenter sur la place publique européenne des propositions qui seront discutées.

- La Constituante devra rédiger une Constitution de l'Union européenne qui organise les pouvoirs respectifs des institutions nationales et européennes et pour ces dernières les rôles respectifs du législatif, de l'exécutif et du judiciaire. Et rien d'autre,

- Cette Constitution devra être ratifiée par référendum le même jour dans tous les pays de l'union. Une constitution doit être un acte fort qui engage d'abord et surtout les peuples plus que les gouvernements.

Le moment est venu de faire appel aux peuples pour qu'ils puissent dire quel type d'institutions ils veulent pour l'Union européenne. Une campagne pour l'élection au suffrage universel, à la proportionnelle et le même jour dans les 27 Etats de l'Union, d'une Assemblée européenne constituante sera le premier pas pour la construction d'une Union européenne démocratique. Elle mettra en Europe et la démocratie au centre de l'espace public européen. Elle entraînera l'ensemble des peuples de l'UE dans le débat qui ne pourra alors être réservé à quelques peuples ou à quelques dirigeants.

Qui peut se dire démocrate et refuser l'élection d'une Constituante ? Qui peut se dire pro-européen et refuser une Constitution démocratique ?

POUR UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE EUROPÉENNE ELUE AU SUFFRAGE UNIVERSEL LE MEME JOUR DANS LES 27 PAYS DE L'UNION EUROPENNE.

La pétition peut être signée en ligne, en 8 langues, sur le site http://www.alternatifs.org/actus/index_2006.html

■
Paul ORIOL

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

AUTOGESTIONNAIRES

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité élective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

🌱 PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.